



www.fao.org

# Programmes nationaux et régionaux pour la sécurité alimentaire

## Faits saillants

En janvier 2009, 16 Programmes nationaux pour la sécurité alimentaire étaient opérationnels et 48 autres en étaient à différents stades de formulation.

La faim dans le monde va crescendo. Selon les plus récentes estimations de la FAO (2008), le nombre de personnes affamées serait de 923 millions, soit une augmentation de plus de 60 millions par rapport à 1990-92.

Environ deux tiers des trois milliards de ruraux estimés dans le monde tirent leurs revenus de quelque 500 millions de petites exploitations de moins de 2 hectares.

Plus de 70 pour cent des pauvres de la planète vivent en milieu rural. La plupart des ménages ruraux pauvres étant tributaires de l'agriculture pour une part significative de leurs revenus, accroître la productivité agricole est fondamentale pour réduire la pauvreté en milieu rural.

## Une nouvelle démarche d'appropriation nationale pour éliminer la faim dans le monde

Lancé en 1994, le Programme spécial pour la sécurité alimentaire a pour vocation de faire baisser les taux de faim et de malnutrition dans le monde. Au départ, le programme ciblait des nombres restreints de petits exploitants, en leur enseignant des technologies à faible coût pour accroître la production vivrière et les revenus des familles agricoles pauvres. Mais avec plus de 900 millions d'êtres humains privés de la nourriture dont ils ont besoin pour mener une vie saine et active, l'effort doit être démultiplié. Le programme doit atteindre non pas des milliers, mais des millions de personnes, ce qui requiert une action globale au niveau national et régional.

## Des projets pilotes aux engagements nationaux

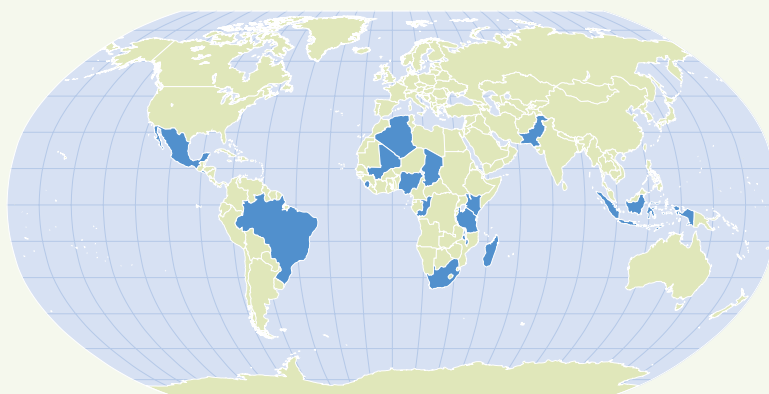
Après le «Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après» en 2002, l'accent du programme a basculé des petits projets de démonstration au profit de l'aide aux pays pour la mise en place de Programmes nationaux de sécurité alimentaire. Le but est de toucher l'ensemble de la population affamée et sous-alimentée. Aujourd'hui, le programme aide les gouvernements à reproduire les expériences fructueuses à l'échelon national. Les efforts s'accompagnent de politiques et d'investissements visant à mettre les marchés à la portée de tous et à offrir un accès direct à la nourriture à tous ceux qui n'ont pas les moyens de la produire ou de l'acheter eux-mêmes. Le programme encourage également l'investissement dans les infrastructures rurales, une meilleure nutrition, l'accès aux opportunités

rémunératrices non agricoles et aux marchés, l'agriculture urbaine et les filets de protection sociale pour les plus démunis.

L'expérience du Programme spécial de 1995 à 2008 étendue à 106 pays a fait l'objet d'études approfondies. Elle montre que l'on peut impliquer de grands nombres de ruraux dans l'identification et l'application de solutions efficaces adaptées aux conditions locales, en recourant à des technologies agricoles simples et améliorées pour affronter les problèmes de la faim et de la malnutrition.

Les méthodes d'apprentissage participatif fondées sur l'autonomisation des ruraux pauvres – telles que les Écoles pratiques d'agriculture et les groupes d'épargne – ont bien fonctionné, affichant un coût-efficacité optimal. Les organisations villageoises jouent un rôle important dans la fourniture d'intrants et la gestion du microcrédit.

Pays disposant de Programmes nationaux pour la sécurité alimentaire (en janvier 2009)



Source: FAO

## Comment fonctionnent les Programmes nationaux pour la sécurité alimentaire

Le contenu du programme national relève de chaque pays, tandis que la FAO encourage une approche systématique et à grande échelle pour doper la production, diversifier les moyens d'existence et renforcer les capacités des populations pauvres et affamées de produire ou d'acheter la nourriture dont elles ont besoin. La FAO recommande aux pays:

- De fonder la conception des programmes sur une analyse de la sécurité alimentaire.
- De suivre l'impact et d'adapter les politiques au profit des pauvres pendant la durée de vie du programme.
- D'investir dans les infrastructures pour faciliter l'accès aux marchés.
- De fédérer le secteur public et la société civile.
- De promouvoir des partenariats entre les organismes d'aide internationale et bilatérale partageant des buts analogues au niveau des pays.

Dans les pays où les programmes nationaux ne répondent pas à toutes ces recommandations, d'autres programmes complémentaires seront appelés à combler les lacunes.

Les programmes nationaux sont conçus et mis en œuvre par les équipes nationales. Ils ne sont lancés qu'après aval des dirigeants politiques au plus haut niveau. La FAO joue un rôle de catalyseur et de facilitateur. Ses fonctions principales sont de:

- Fournir une assistance financière aux pays à faible revenu et à déficit vivrier.
- Aider les pays à formuler les programmes.
- Aider à mobiliser des ressources.
- Fournir un appui technique notamment par la coopération Sud-Sud.
- Effectuer le suivi des programmes et établir des rapports sur leur avancement.
- Promouvoir des partenariats axés sur la mobilisation de ressources.



Un agriculteur nigérian s'efforce d'améliorer son système d'irrigation dans le cadre du Programme national pour la sécurité alimentaire.

©FAO/Plus Utemi Ekpeji

## Au cœur des Programmes régionaux pour la sécurité alimentaire

Mis au point par les organisations régionales d'intégration économique avec le soutien de la FAO suite au Sommet alimentaire mondial, les Programmes régionaux pour la sécurité alimentaire encouragent l'intégration et le développement agricole entre pays voisins. Les programmes régionaux ont pour vocation de:

- soutenir les activités de sécurité alimentaire dans les pays participants;
- promouvoir les investissements en vue de l'amélioration des infrastructures rurales; et

- harmoniser les normes de qualité des aliments et les règlements commerciaux afin de permettre aux producteurs et aux négociants locaux d'obtenir un accès aux marchés transfrontaliers et mondiaux.

Des programmes régionaux sont actuellement opérationnels sous les auspices de la Communauté des Caraïbes, du Forum des Iles du Pacifique, de l'Union monétaire ouest-africaine et de l'Organisation de coopération économique.



Un expert vietnamien travaillant au Sénégal dans le cadre du programme de coopération Sud-Sud montre comment cultiver une variété améliorée de riz.

©FAO/Johan Koelen

## Coopération Sud-Sud: partage des connaissances

La Coopération Sud-Sud, un sous-programme du Programme spécial, offre l'occasion de renforcer la coopération entre les pays en développement dans le domaine de l'agriculture. Lancé en 1996, il rassemble des pays qui sollicitent un savoir-faire déjà acquis dans d'autres pays. Dans le cadre d'accords bilatéraux, des techniciens et experts de pays en développement émergents travaillent directement avec les agriculteurs des pays hôtes, en partageant leurs connaissances et leurs compétences. À ce jour, 39 accords de coopération Sud-Sud ont été signés et plus

de 1 400 experts et techniciens ont travaillé dans les pays bénéficiaires.

Jusqu'à présent, la plupart des experts opéraient dans les domaines de maîtrise de l'eau, production agricole et animale, activités après récolte, pêches, forêts et apiculture, ainsi que commercialisation, artisanat et organisation communautaire. Dans le cadre des accords futurs, les pays pourraient offrir des enveloppes plus diversifiées comprenant la fourniture d'intrants et de matériels agricoles et une brève formation pour les techniciens des pays bénéficiaires.

